

Art. 9. De toelage wegens hogere functie is gelijk aan het verschil tussen de bezoldiging waarvoor de ambtenaar in aanmerking zou komen in de graad van de betrekking van de desbetreffende functie, en de bezoldiging die hij geniet.

De in aanmerking te nemen bezoldiging stemt overeen met de bezoldiging omschreven in artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van het Gewest.

De berekening en de betaling van de toelage vallen onder de voorschriften van de artikelen 2 en 19 tot en met 21 van voornoemd besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994.

HOOFDSTUK III. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

Art. 10. Het koninklijk besluit van 8 augustus 1983 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de rijksbesturen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 februari 1985, 20 februari 1989 en 6 november 1991, wordt opgeheven.

Art. 11. In afwijking van het artikel 1 mogen hogere functies toegekend worden in de rang A3 tot 31 december 2000 voor onbeklede of vacant verklaarde betrekkingen.

Art. 12. De hogere functies die vóór de inwerkingtreding van dit besluit toegekend zijn buiten de voorwaarden van de artikelen 1 en 2, worden van ambtswege verlengd en eindigen uiterlijk twaalf maanden na de bedoelde inwerkingtreding.

Art. 13. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na die waarin het is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 14. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 januari 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,

R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

B. ANSELME



F. 99 — 238

[C - 99/27043]

14 JANVIER 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'emploi de personnes handicapées dans les Services du Gouvernement et dans certains organismes d'intérêt public

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, notamment l'article 10;

Vu le décret de la Communauté germanophone du 19 juin 1990 portant création de l'Office de la Communauté germanophone pour les personnes handicapées ainsi que pour l'assistance sociale spéciale;

Vu le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, donné le 23 juillet 1998;

Vu l'avis du Conseil consultatif wallon des personnes handicapées, donné le 14 septembre 1998;

Vu le protocole n° 277 du Comité de secteur n° XVI, établi le 18 septembre 1998;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que le présent arrêté instaure des mesures facilitant l'emploi des personnes handicapées dans les services du Gouvernement et dans certains organismes d'intérêt public qui en dépendent;

Considérant la nécessité de permettre aux mesures contenues dans le présent arrêté d'entrer en vigueur au plus tôt de telle sorte que les personnes handicapées puissent au plus vite en bénéficier;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique et du Ministre de l'Action sociale et de la Santé,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° Agence : l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées;

2° Office : l'Office de la Communauté germanophone pour les personnes handicapées.

CHAPITRE II. — *De l'obligation d'emploi de personnes handicapées dans les services du Gouvernement et certains organismes d'intérêt public*

Art. 2. Les services du Gouvernement et les organismes d'intérêt public dont le personnel est soumis au statut des fonctionnaires de la Région sont tenus d'occuper, au cours d'une année civile, un nombre de personnes handicapées fixé à deux pour cent et demi de l'effectif prévu au cadre.

Les personnes handicapées, dont le degré d'autonomie est fixé à au moins 12 points conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juillet 1987 fixant les catégories et le guide pour l'évaluation du degré d'autonomie en vue de l'examen du droit à l'allocation d'intégration, sont comptées pour une unité et demi.

CHAPITRE III. — *Du recrutement des personnes handicapées*

Art. 3. Peuvent occuper un emploi du quota réservé aux personnes handicapées les candidats qui remplissent au moment du recrutement au moins l'une des conditions suivantes :

1° avoir été enregistré auprès de l'Agence ou de l'Office ou avoir fait l'objet d'une décision d'intervention de la part de celle-ci ou de celui-ci, et avoir communiqué à l'Agence ou à l'Office toute décision relative aux dispositions d'aide ou d'intégration sociale ou professionnelle prise par le pouvoir fédéral ou communautaire;

2° avoir été victime d'un accident du travail et fournir une attestation délivrée par le Fonds des Accidents du Travail ou par l'Office médico-social de l'Etat certifiant une incapacité d'au moins 30 %;

3° avoir été victime d'une maladie professionnelle et fournir une attestation délivrée par le Fonds des Maladies professionnelles ou par l'Office médico-social de l'Etat certifiant une incapacité d'au moins 30 %;

4° avoir été victime d'un accident de droit commun et fournir une copie du jugement délivrée par le greffe du tribunal certifiant que le handicap ou l'incapacité est d'au moins 30 %;

5° avoir été victime d'un accident domestique et fournir une copie de la décision de l'organe assureur certifiant que l'incapacité permanente est d'au moins 30 %;

6° bénéficier d'une allocation de remplacement de revenu ou d'intégration en vertu de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés.

Art. 4. Le secrétaire général ou le fonctionnaire de rang A2 compétent en matière de personnel, ou leur délégué, envoie chaque année à l'Agence ou à l'Office les emplois déclarés vacants pouvant être occupés par une personne handicapée.

Il joint une copie de la fiche des qualifications et des capacités.

Art. 5. L'autorité compétente, désireuse de recruter une personne handicapée, s'adresse au Secrétariat permanent de Recrutement.

Pour chaque emploi, la personne handicapée doit satisfaire aux conditions de recrutement et réussir une épreuve de recrutement adaptée aux contraintes liées à son handicap et destinée à vérifier son aptitude à occuper l'emploi.

Le Secrétaire permanent au Recrutement désigne le candidat qui, à son estime, a le meilleur profil pour occuper l'emploi.

L'autorité peut en outre présenter un ou plusieurs candidats.

Art. 6. Les examens de promotion, les concours d'accession au niveau supérieur et les formations préparatoires à la promotion sont adaptés aux contraintes liées aux handicaps.

Art. 7. En cas de mutation ou de transfert, l'avis du médecin de travail peut être requis en vue de vérifier l'aptitude de la personne handicapée à occuper le nouvel emploi.

Art. 8. Le secrétaire général organise, en collaboration avec l'Agence ou l'Office, l'accueil, la formation et l'intégration professionnelle des personnes handicapées.

Le cas échéant, l'Agence ou l'Office propose des mesures afin de permettre l'adaptation du poste de travail.

Art. 9. Le secrétaire général établit, en collaboration avec l'Agence ou l'Office, un rapport annuel au plus tard pour le 30 juin relatif à l'emploi des personnes handicapées dans la fonction publique wallonne.

Le rapport est communiqué aux Ministres compétents en matière de fonction publique régionale et d'intégration des personnes handicapées.

Le rapport est soumis à l'avis du Conseil consultatif wallon des personnes handicapées créé par l'article 65 du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées.

CHAPITRE IV. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 10. Cinq pour cent des recrutements sont réservés à des personnes handicapées aussi longtemps que le pourcentage d'occupation fixé à l'article 2 n'est pas atteint.

Art. 11. Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 11 août 1972 stimulant l'emploi de handicapés dans les administrations de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 1^{er} juin 1975, 18 juin 1976, 29 novembre 1976, 18 novembre 1982 et 19 juillet 1985;

2° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 septembre 1990 fixant le nombre d'emplois réservés à des personnes handicapées au sein des services de l'Exécutif régional wallon.

Art. 12. Le Ministre de la Fonction publique et le Ministre de l'Action sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 janvier 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

ÜBERSETZUNG

D. 99 — 238

[C - 99/27043]

14. JANUAR 1999 — Erlaß der Wallonischen Regierung über die Beschäftigung behinderter Personen in den Dienststellen der Regierung und bestimmten Einrichtungen öffentlichen Interesses

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 87, § 3 abgeändert durch das Sondergesetz vom 8. August 1988;

Aufgrund des Dekrets vom 6. April 1995 bezüglich der Eingliederung der behinderten Personen, insbesondere des Artikels 10;

Aufgrund des Dekrets der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 19. Juni 1990 zur Schaffung einer Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung sowie für die besondere soziale Fürsorge;

Aufgrund des Dekrets vom 22. Januar 1998 über das Personalstatut der Bediensteten gewisser der Wallonischen Region unterstehenden Einrichtungen öffentlichen Interesses;

Aufgrund des am 23. Juli 1998 abgegebenen Gutachtens des Verwaltungsausschusses der "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Wallonische Agentur für die Eingliederung der behinderten Personen);

Aufgrund des am 14. September 1998 abgegebenen Gutachtens des "Conseil consultatif wallon des personnes handicapées" (Wallonischer Beirat für behinderte Personen);

Aufgrund des Protokolls Nr. 277 des Sektorenausschusses Nr. XVI vom 18. September 1998;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, eingefügt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß der vorliegende Erlaß Maßnahmen einführt, um die Beschäftigung behinderter Personen in den Dienststellen der Regierung und in gewissen ihr unterstehenden Einrichtungen öffentlichen Interesses zu erleichtern;

In Erwägung der Notwendigkeit, zu ermöglichen, daß die in dem vorliegenden Erlaß angeführten Maßnahmen so schnell wie möglich in Kraft treten, damit diese Maßnahmen den behinderten Personen schnellstmöglich zu Gute kommen;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes und des Ministers der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

Beschließt:

KAPITEL I — *Definitionen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Agentur: die "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Wallonische Agentur für die Eingliederung der behinderten Personen);

2° Dienststelle: die Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung.

KAPITEL II — *Die Verpflichtung, behinderte Personen in den Dienststellen der Regierung und in gewissen Einrichtungen öffentlichen Interesses zu beschäftigen*

Art. 2 - Die Dienststellen der Regierung und die Einrichtungen öffentlichen Interesses, deren Personal dem Statut der Beamten der Region unterliegt, sind verpflichtet, im Laufe eines Kalenderjahres eine Anzahl behinderter Personen zu beschäftigen, die 2,5 % des im Stellenplan festgelegten Personalvolumens ausmacht.

Die behinderten Personen, deren Autonomiegrad auf wenigstens 12 Punkte festgelegt ist gemäß den Bestimmungen des Ministerialerlasses vom 30. Juli 1987 zur Festlegung der Kategorien und der Leitlinien für die Bewertung des Autonomiegrades hinsichtlich der Überprüfung des Anrechts auf die Eingliederungsbeihilfe, zählen für anderthalb Einheiten.

KAPITEL III — *Die Anwerbung behinderter Personen*

Art. 3 - Die Bewerber, die bei der Anwerbung wenigstens eine der nachfolgenden Bedingungen erfüllen, können eine Stelle der Anzahl der für behinderte Personen vorbehaltenen Stellen besetzen:

1° Bei der Agentur oder der Dienststelle eingetragen sein oder Gegenstand eines Interventionsbeschlusses seitens dieser Agentur oder Dienststelle sein, und der Agentur oder der Dienststelle jeglichen von der föderalen oder gemeinschaftlichen Behörde getroffenen Beschluß bezüglich der Maßnahmen zur Unterstützung oder zur sozialen oder beruflichen Eingliederung mitgeteilt haben;

2° Opfer eines Arbeitsunfalls gewesen sein und eine Bescheinigung vorweisen können, die durch den Fonds für Arbeitsunfälle oder das Staatliche Sozialmedizinische Amt ausgestellt wurde und die eine Arbeitsunfähigkeit von mindestens 30 % bescheinigt;

3° Opfer einer Berufskrankheit gewesen sein und eine Bescheinigung vorweisen können, die durch den Fonds für Berufskrankheiten oder das Staatliche Sozialmedizinische Amt ausgestellt wurde und die eine Arbeitsunfähigkeit von mindestens 30 % bescheinigt;

4° Opfer eines außerberuflichen Unfalls gewesen sein und eine Abschrift des von der Gerichtskanzlei ausgestellten Urteils beibringen, durch das die Behinderung oder die Arbeitsunfähigkeit von mindestens 30 % bescheinigt wird;

5° Opfer eines Haushaltsunfalls gewesen sein und eine Abschrift des Beschlusses des Versicherers beibringen, durch den bescheinigt wird, daß eine permanente Arbeitsunfähigkeit von mindestens 30 % besteht;

6° in den Genuß eines Einkommensausgleichs oder einer Eingliederungsbeihilfe gelangen auf der Grundlage des Gesetzes vom 27. Februar 1987 über die Behindertenbeihilfen.

Art. 4 - Der Generalsekretär oder der für Personalfragen zuständige Beamte im Dienstrang A2 oder aber sein Stellvertreter übermittelt der Agentur oder der Dienststelle alljährlich die Liste der offenen Stellen, die durch eine behinderte Person besetzt werden können.

Er fügt eine Abschrift des Qualifikations- und Fähigkeitsbogens bei.

Art. 5 - Die zuständige Behörde, die eine behinderte Person anwerben möchte, wendet sich an das ständige Anwerbungssekretariat.

Für jede Stelle muß die behinderte Person die Anwerbungsbedingungen erfüllen und eine Anwerbungsprüfung erfolgreich ablegen, die an ihre Behinderung angepaßt ist und durch die ihre Eignung für die betreffende Stelle überprüft werden soll.

Der Ständige Anwerbungssekretär bezeichnet den Bewerber, der sich seines Erachtens am besten eignet, um die Stelle zu besetzen.

Die Behörde ist zudem berechtigt, einen oder mehrere Bewerber vorzuschlagen.

Art. 6 - Die Beförderungsprüfungen, die Wettbewerbe für den Aufstieg in die nächsthöhere Stufe und die Ausbildungen für die Vorbereitung auf die Beförderung werden an die spezifischen Bedürfnisse der behinderten Personen angepaßt.

Art. 7 - Im Falle einer Versetzung oder einer Transferierung kann das Gutachten eines Arbeitsmediziners eingeholt werden, um zu überprüfen, ob sich die behinderte Person für die neue zu besetzende Stelle eignet.

Art. 8 - Der Generalsekretär organisiert in Zusammenarbeit mit der Agentur oder der Dienststelle den Empfang, die Ausbildung und die berufliche Eingliederung der behinderten Personen.

Gegebenenfalls schlagen die Agentur oder die Dienststelle Maßnahmen vor, um die Anpassung des Arbeitsplatzes zu ermöglichen.

Art. 9 - Spätestens bis zum 30. Juni jedes Jahres arbeitet der Generalsekretär in Zusammenarbeit mit der Agentur oder der Dienststelle einen Jahresbericht zur Beschäftigung der behinderten Personen im wallonischen öffentlichen Dienst aus.

Dieser Bericht wird den Ministern, zu deren Zuständigkeitsbereich jeweils der regionale öffentliche Dienst und die Eingliederung behinderter Personen gehört, übermittelt.

Dieser Bericht wird dem durch Artikel 65 des Dekrets vom 6. April 1995 über die Eingliederung der behinderten Personen gegründeten "Conseil consultatif wallon des personnes handicapées" zwecks Gutachten vorgelegt.

KAPITEL IV — *Übergangs- und Schlußbestimmungen*

Art. 10 - Fünf Prozent der Anwerbungen sind behinderten Personen vorbehalten, solange der in Artikel 2 festgesetzte Prozentsatz nicht erreicht ist.

Art. 11 - Folgende Bestimmungen werden aufgehoben:

1° der Königliche Erlaß vom 11. August 1972 zur Belegung der Beschäftigung behinderter Personen in den staatlichen Verwaltungsdiensten, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 1. Juni 1975, 18. Juni 1976, 29. November 1976, 18. November 1982 und 19. Juli 1985;

2° der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 13. September 1990 zur Festlegung der Anzahl Stellen, die innerhalb der Dienststellen der Wallonischen Regionalexekutive behinderten Personen vorbehalten sind.

Art. 12 - Der Minister des Öffentlichen Dienstes und der Minister der Sozialen Maßnahmen werden für ihren jeweiligen Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 14. Januar 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

VERTALING

N. 99 — 238

[C - 99/27043]

14 JANUARI 1999. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de tewerkstelling van gehandicapte personen bij de diensten van de Regering en sommige instellingen van openbaar nut

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, inzonderheid op artikel 10;

Gelet op het decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 19 juni 1990 houdende oprichting van een "Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung sowie für die besondere soziale Fürsorge" (Dienst van de Duitstalige Gemeenschap voor personen met een handicap alsmede voor bijzondere sociale bijstandsverlening);

Gelet op het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Waals Agentschap voor de integratie van gehandicapte personen), gegeven op 23 juli 1998;

Gelet op het advies van de "Conseil consultatif wallon des personnes handicapées" (Waalse Raad van advies voor gehandicapte personen), gegeven op 14 september 1998;

Gelet op het protocol nr. 277 van het sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 18 september 1998;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, ingevoegd bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat dit besluit maatregelen invoert tot bevordering van de tewerkstelling van gehandicapte personen bij de diensten van de Regering en sommige instellingen van openbaar nut die ervan afhangen;

Overwegende dat dit besluit zo spoedig mogelijk in werking moet treden, zodat de gehandicapte personen onmiddellijk voordeel kunnen halen uit de bedoelde maatregelen;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken en van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Begripsomschrijvingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Agentschap : het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées";

2° Dienst : de Dienst van de Duitstalige Gemeenschap voor personen met een handicap.

HOOFDSTUK II. — Verplichting tot tewerkstelling van gehandicapte personen bij de diensten van de Regering en sommige instellingen van openbaar nut

Art. 2. De diensten van de Regering en de instellingen van openbaar nut waarvan het personeel onderworpen is aan het statuut van de ambtenaren van het Gewest, moeten gedurende een kalenderjaar een aantal gehandicapte personen tewerkstellen dat gelijk is aan 2,5 % van het personeelsbestand.

De gehandicapte personen van wie de graad van zelfredzaamheid op ten minste 12 punten vastgesteld is overeenkomstig de bepalingen van het ministerieel besluit van 30 juli 1987 tot vaststelling van de categorieën en van de handleiding voor de evaluatie van de graad van zelfredzaamheid met het oog op het onderzoek naar het recht op de integratietegemoetkoming, worden gerekend voor 1,5 eenheid.

HOOFDSTUK III. — Aanwerving van gehandicapte personen

Art. 3. De betrekkingen die voor gehandicapte personen bestemd zijn, kunnen bekleed worden door kandidaten die bij hun aanwerving ten minste één van de volgende voorwaarden vervullen :

1° ingeschreven zijn bij het Agentschap of de Dienst of het voorwerp hebben uitgemaakt van een beslissing tot tegemoetkoming vanwege het Agentschap of de Dienst en hen in kennis hebben gesteld van elke beslissing betreffende maatregelen inzake hulp of sociale integratie of inschakeling in het arbeidsproces, die door de federale of gemeenschapsoverheid is genomen;

2° het slachtoffer zijn geweest van een arbeidsongeval en een attest overleggen van het Fonds voor Arbeidsongevallen of van de Sociaal-Medische Rijksdienst waarbij een ongeschiktheid van ten minste 30 % wordt bevestigd;

3° door een beroepsziekte zijn getroffen en een attest overleggen van het Fonds voor Beroepsziekten of van de Sociaal-Medische Rijksdienst waarbij een ongeschiktheid van ten minste 30 % wordt bevestigd;

4° het slachtoffer zijn geweest van een gemeenrechtelijk ongeval en een door de griffie van de rechtbank afgegeven afschrift van het vonnis overleggen waarbij een handicap of een ongeschiktheid van ten minste 30 % wordt bevestigd;

5° het slachtoffer zijn geweest van een thuisongeval en een afschrift van de beslissing van de verzekeringsinstelling overleggen waarbij een vaste ongeschiktheid van ten minste 30 % wordt bevestigd;

6° een inkomensvervangende of integratietegemoetkoming genieten krachtens de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten.

Art. 4. De secretaris-generaal of de ambtenaar van rang A2 die bevoegd is voor personeelsaangelegenheden, of hun afgevaardigde, bezorgen het Agentschap of de Dienst jaarlijks een lijst van de vacante betrekkingen die door een gehandicapte persoon bekleed kunnen worden.

Hij voegt er een afschrift bij van de fiche van de kwalificaties en bekwaamheden.

Art. 5. De bevoegde overheid die een gehandicapte persoon in dienst wil nemen, richt zich tot de Vaste Wervingssecretariaat.

Voor elke betrekking moet de gehandicapte persoon de wervingsvoorwaarden vervullen en slagen voor een wervingsproef die aangepast is aan de uit diens handicap voortvloeiende, dwingende omstandigheden en op grond waarvan kan worden nagegaan of hij bekwaam is om de betrekking te bekleden.

De Vaste Wervingssecretaris wijst de volgens hem meest geschikte kandidaat aan om de betrekking te bekleden.

Bovendien kan de overheid één of meer kandidaten voordragen.

Art. 6. De bevorderingsexamens, de vergelijkende examens voor overgang naar een hoger niveau en de opleidingen ter voorbereiding op bevordering worden aangepast aan de dwingende omstandigheden die uit de handicap voortvloeien.

Art. 7. In geval van mutatie of van overplaatsing kan de bedrijfsarts om advies worden gevraagd om te bevestigen of de gehandicapte persoon bekwaam is om de nieuwe betrekking te bekleden.

Art. 8. De secretaris-generaal organiseert, in samenwerking van het Agentschap of de Dienst, het onthaal van de gehandicapte personen, hun opleiding en hun inschakeling in het arbeidsproces.

In voorkomend geval stelt het Agentschap of de Dienst maatregelen voor om de arbeidspost te kunnen aanpassen.

Art. 9. De secretaris-generaal maakt jaarlijks uiterlijk 30 juni, in samenwerking met het Agentschap of de Dienst, een verslag op over de tewerkstelling van gehandicapte personen binnen het Waalse openbaar ambt.

Het verslag wordt overgemaakt aan de Ministers die respectievelijk bevoegd zijn voor gewestelijke ambtenarenzaken en voor de integratie van gehandicapte personen.

Het verslag wordt ter advies voorgelegd aan de "Conseil consultatif wallon des personnes handicapées", opgericht bij artikel 65 van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen.

HOOFDSTUK IV. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 10. Vijf procent van de wervingen zijn bestemd voor gehandicapte personen zolang het in artikel 2 bedoelde wervingspercentage niet bereikt is.

Art. 11. Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 11 augustus 1972 ter bevordering van de tewerkstelling van minder-validen in de Rijksbesturen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 1 juni 1975, 18 juni 1976, 29 november 1976, 18 november 1982 en 19 juli 1985;

2° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 13 september 1990 tot vaststelling van het aantal betrekkingen voorbehouden aan minder-validen binnen de diensten van de Waalse Gewestexecutieve.

Art. 12. De Minister van Ambtenarenzaken en de Minister van Sociale Actie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 januari 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX